



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

09 février 2026

Ce sont les capitalistes qui forment le plus grand réseau de prédateurs !

La poursuite de la publication par le ministère de la Justice américain des documents sur l'affaire Epstein – ce milliardaire qui, en plus de ses affaires, organisait un réseau de prostitution de jeunes femmes, dont certaines avaient 14 ans, et qui est mort durant sa détention aux États-Unis – n'en finit pas de secouer le monde des dirigeants de la planète.

Les ramifications du monde de la bourgeoisie

Les mis en cause ne sont pas tous impliqués dans les sordides affaires de prostitution liées au dossier Epstein, mais tous avaient avec ce dernier des liens amicaux ou financiers, ou les deux. Ce qui est notable, ce sont ces relations de tous ces puissants, milliardaires, têtes couronnées, politiciens : tous font partie du petit monde de ceux qui détiennent les commandes de ce système d'exploitation qu'est le capitalisme, grâce à leurs capitaux ou de par leurs fonctions politiques. Un petit monde qui se connaît, s'entraide, ferme les yeux sur les frasques des uns et les affaires litigieuses des autres, et dans lequel les étiquettes politiques sont au fond secondaires – Epstein avait des liens personnels avec le fasciste Elon Musk aussi bien qu'avec le « socialiste » Jack Lang : le principal à leurs yeux est que tous font partie de cette bourgeoisie pour qui jongler avec des millions sur des comptes dans des paradis fiscaux est chose ordinaire.

Et ce sont ces capitalistes, et les gouvernants à leur service, qui n'ont pas de mots assez durs pour traiter de profiteurs ceux que la misère ou les guerres ont fait fuir des pays ravagés afin d'avoir le droit de grelotter sous une tente en France. Ou encore les travailleurs licenciés, ou les jeunes privés d'emploi. Et les mêmes traînent devant les tribunaux les travailleurs qui osent résister et relever la tête, pour preuve les dizaines de syndicalistes réprimés en ce moment à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux... jusqu'à Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT.

Riposter à l'offensive des capitalistes contre les travailleurs

La bourgeoisie est à l'offensive contre le monde du travail. Patrick Martin, le patron du Medef, pour ce qu'on en sait, n'est pas un

prédateur sexuel abusant de jeunes mineures, mais cela ne le gêne pas de profiter de la galère des jeunes privés d'emploi pour proposer de ressusciter le « Smic jeune » et les contrats « première embauche » avec des salaires au rabais. Ce fameux CPE dont la loi qui l'instituait avait été balayée, il y a exactement vingt ans, par la mobilisation de centaines de milliers de jeunes, et de leurs parents.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de projets provocateurs. Les patrons maintiennent les salaires bien au-dessous de ce qu'il faudrait quand les prix des produits alimentaires ont flambé. Et ils utilisent l'arme du chômage pour cela. Rien qu'en janvier, 2 400 licenciements ont été annoncés chez un géant du CAC 40, Capgemini-Sogeti, 1 800 à la Société générale. ArcelorMittal, autre géant du CAC 40, qui a vu ses titres grimper de 25 % depuis le début de l'année grâce aux perspectives des baisses d'importation d'acier en Europe, n'en annonce pas moins 5 600 licenciements en Europe, dont près de 1 700 en France.

Cette offensive de la bourgeoisie est accompagnée et encouragée par le gouvernement qui cherche par tous les moyens à réduire les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux services publics en général pour dégager l'argent des subventions et des commandes militaires.

Une offensive à laquelle il nous faudra répondre par une contre-offensive, si nous ne voulons pas voir nos conditions de vie et de travail dégradées encore davantage. Une contre-offensive dont nous avons les moyens car, sans notre travail, ils ne sont rien.

Un grand reset pour nous embrouiller

Vendredi 6 février, Stellantis annonçait, dans une valse de chiffres, des charges exceptionnelles de 22 milliards d'euros pour palier à un changement de stratégie dû aux mauvaises orientations du prédécesseur Tavares, sur l'électrification notamment. Cette annonce, dont les chiffres sont là pour donner le tournis avant l'annonce des résultats 2025 fin février, ne nous ferons pas oublier les 54 milliards de profits engrangés depuis 2021, ni accepter d'en faire une fois de plus les frais, pour les errements des uns ou des autres, futurs ou passés. À la première réunion NAO, négociation salariale annuelle, la direction prenait en référence une inflation de 0,9 % comme base de « négociation » sur les augmentations de salaires 2026. Et s'apprête à annoncer, gageons-le, de la participation et de l'intéressement égaux à zéro. Ensemble réclamons notre dû : il nous faut 400 euros d'augmentation mensuelle de salaire, pour tous !

A Mirafiori : « on ne peut pas tout accepter »

Les salariés de l'usine de Mirafiori en Italie ont débrayé lundi dernier pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail. Là-bas, comme en France, la direction joue avec les moyens légaux pour adapter leur présence en fonction de ses besoins. Les ouvriers alternent donc de longues périodes de chômage partiel payées à 80% du salaire net, avec un sous-effectif chronique à l'usine couplé à des cadences infernales.

En arrêtant les chaînes même une heure, les ouvriers de Mirafiori ont rappelé que c'est bien leur travail qui fait tourner l'usine et qu'ils ne sont pas prêts à accepter n'importe quelles conditions. Et ils ont bien raison !

Grande casse sociale

Stellantis se fait de la pub en annonçant de fortes remises de plus de 20 % sur ses modèles.

Le groupe prétend qu'il casse les prix, mais ses voitures restent trop chères pour les salariés qui pourtant les produisent. Ce que Stellantis casse surtout, ce sont nos salaires, notre santé et nos usines.

Gérard Larcher s'en prend à Rima Hassan

Le président du Sénat, a porté plainte contre l'euro-députée insoumise Rima Hassan. En cause : la réaction de cette dernière à la nouvelle proposition de loi du sénateur Les Républicains Laurent Duplomb visant à réintroduire deux pesticides dangereux pour l'environnement et la santé humaine. Il faut dire qu'Hassan n'y a pas été de main morte, traitant Duplomb « d'ordure » et se demandant s'il était financé par l'agrobusiness. Bonne question. Et Hassan de poursuivre : « *Dans une démocratie qui va*

bien, sa place est en prison. » Mais si on emprisonnait tous les parlementaires qui font du lobbying pour le big-business, bien des bancs de l'Assemblée et du Sénat seraient vides.

Faites des gosses !

Dans un objectif annoncé de « *lutter contre la baisse de la natalité chez les jeunes* », le gouvernement a dévoilé la nouvelle phase de son « *réarmement démographique* ». Parmi les 16 mesures avancées par le ministère de la Santé, on trouve l'envoi d'une lettre à l'ensemble des Français et Françaises âgés de 29 ans. Il s'agit là de l'âge à partir duquel l'autoconservation des gamètes est autorisée pour les femmes... Bien qu'il se défende de chercher à « *mettre la pression* » aux mères potentielles, on constate une nouvelle fois que l'intégrité du corps des femmes n'intéresse l'État que lorsqu'il a besoin de les transformer en usine pour produire une nouvelle génération de travailleurs.

Laits infantiles contaminés : petits arrangements entre amis

Le scandale des laits infantiles contaminés n'a pas suscité beaucoup de réactions indignées de la part des associations de pédiatres. Le professeur Patrick Tounian, vice-président de la Société française de pédiatrie (SFP), s'est même réjoui du fait que « *les industriels se montrent extrêmement vigilants* ». Sauf que *Le Canard enchaîné* a révélé que la SFP et l'Association pour le développement de la recherche pédiatrique nutritionnelle, dont Tounian est président, sont en partie financées par... Danone, Nestlé, Materna, Lactalis, Vitagermine, etc. Et Tounian arrondit ses fins de mois en conseillant ces marques contre rémunération. Un mélange des genres qui soulève quelques doutes sur son objectivité et celle de son organisation.

Iran : plus de 50 000 arrestations

Pendant que les États-Unis entament leurs marchandages avec le régime iranien, à coup de menaces de nouveaux bombardements s'ils n'ont pas satisfaction, les chiffres connus de la répression sanglante menée par le régime des mollahs contre les manifestants en décembre-janvier sont de plus en plus élevés : au moins 50 000 interpellations. ont eu lieu. Plus de 300 prisonniers ont été contraints d'aveux forcés diffusés à la télévision. L'évaluation du nombre de morts oscille entre 30 000 et 40 000. Un véritable carnage. Ce n'est pas ça qui trouble Trump. Au contraire. C'est maintenant que les manifestations de la population ont été écrasées qu'il peut marchander avec le régime avec moins de crainte de voir la population réclamer son dû.